La question irlandaise se pose encore menaçante au cabinet anglais. La tranquillité relative dont l'Irlande paraît jouir depuis quelques mois, n'indique nullement que les esprits sont satisfaits. Selon les dépêches, M. Gladstone songerait à concéder encore quelques-unes des revendications irlandaises.

L'événement le plus considérable arrivé en Europe depuis notre dernière revue, est, sans contredit, la mort de M. Gambetta. Depuis quelques semaines, le câble nous parlait d'une maladie légère qui retenait l'ex-dictateur confiné dans sa demeure. Mais les journaux les plus autorisés se taisaient ou annonçaient un rétablissement prochain. Dans la dernière semaine de décembre, on commença à avouer que la maladie était grave, et le dernier jour de l'an, à minuit, M. Gambetta expirait dans sa villa, entouré de quelques amis.

La nouvelle causa en France un émoi considérable. Gambetta était dans la force de l'âge ; personne ne songeait à la possibilité de sa disparition.

La cause véritable de la mort de l'ex-dictateur n'est pas encore connue. On a dit qu'en maniant un pistolet, un coup était parti accidentellement, et une balle lui était entrée dans la main. D'autres n'ont pas voulu voir, dans ce fait, un accident, mais la main d'une femme. Selon les rapports des médecins, cette blessure n'aurait pas été la cause de la mort. Les bruits les plus divers ont couru à ce sujet.

La mort de l'ex-dictateur est une perte que la troisième république n'était pas en état de subir. Les groupes républicains ont perdu leur dernier lien de cohésion, et l'anarchie gouvernementale s'est installée en maîtresse au palais Bourbon. Gambetta avait des adversaires dans les rangs de la gauche ; ses vues autoritaires déplaisaient ; mais il était le seul homme autour duquel les républicains de toutes nuances pouvaient se rallier dans un moment de danger.

On a fait à M. Gambetta des funérailles publiques. Il était mort sans appeler à son chevet les secours de la religion ; il a été enfoui civilement. M. Brisson, et deux ou trois autres députés, ont prononcé quelques paroles de regret sur sa tombe ; c'est là ce que la république a imaginé pour remplacer les prières.

On se demandait quels allaient être les effets de la disparition du dictateur ; les événements n'ont pas tardé à les indiquer. Le ministère Duclerc est tombé sur le premier incident qui s'est produit. Le prince Napoléon, croyant le moment bien choisi, lança tout à coup un manifeste revendiquant ses droits au trône impérial. Le ministère a pris alarme à la lecture de ce document bien